Regard rétrospectif avant le 5 décembre (2019) : « Novembre-décembre 1995 n'était pas seulement un mouvement de défense de régimes spéciaux et de la Sécu »

samedi 7 décembre 2019, par COUPE Annick, PELLETIER Robert (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2019).

Entretien. Annick Coupé était, en 1995, responsable de la Fédération Sud PTT et animatrice du Groupe des 10 (devenu l'Union syndicale Solidaires). Elle est aujourd'hui essentiellement engagée dans ATTAC.

Sommaire

- Des contradictions
- Une mobilisation généralisée
- Un sentiment de victoire
- Vers le 5 décembre

J'ai en mémoire la Une du *Monde* de début décembre 1995 : « Première révolte contre la mondialisation ». Le mouvement est parti d'un point qui a focalisé les colères : la réforme de la Sécurité sociale visant à l'affaiblir pour aller vers une privatisation. Une réforme présentée en octobre par Juppé sous les applaudissements des députés debout, et qui reçoit alors le soutien de Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT.

Des contradictions

On sort des années 1980, avec les contre-réformes des gouvernements Mitterrand, les politiques d'austérité, la chute du mur de Berlin ; la perspective du capitalisme comme horizon indépassable pour l'humanité. Se dire anticapitaliste ou révolutionnaire relève de l'utopie déraisonnable dans cette période.

Le mouvement syndical est affaibli. D'une part, avec l'éclatement des grands secteurs industriels, la

fragmentation du salariat et, dans le secteur public, la cohabitation du statut de fonctionnaire et de statuts privés. D'autre part, par son institutionnalisation sous la gauche avec une partie des cadres syndicaux qui ont intégré l'appareil d'État et des orientations qui visent de manière plus ou moins explicite à ne pas gêner le gouvernement.

Mais, malgré tout, il y a eu des luttes : cheminotEs et étudiantEs en 1986, puis en 1988 les infirmières, la grève des « camions jaunes » de La Poste dont est issue Sud PTT…

Au début des années 1990, le chômage qui pèse sur la société mène à la création de AC ! [Agir contre le chômage] fédérant syndicats, associations de chômeurs, LDH, etc. En 1995, Chirac met au centre de sa campagne présidentielle le thème de la fracture sociale.

Dans ce contexte, la réforme de la Sécu présentée par Juppé est une évidence pour les partis de droite, mais aussi pour Notat et une série d'intellectuels « de gauche ». À l'opposé d'une mémoire collective qui a encore en tête les acquis de la Sécu, du CNR…

En même temps, Juppé s'attaque au statut de la SNCF et aux régimes spéciaux présentés comme privilégiés. Avec aussi l'idée de casser des secteurs susceptibles de se mobiliser. La stratégie de Thatcher en Grande-Bretagne, qui a réussi à briser les mineurs, est sans doute un exemple pour le pouvoir en place.

Une mobilisation généralisée mais différenciée

Le mouvement commence avec une journée de mobilisation le 24 novembre sur la Sécu, à l'appel de l'ensemble du mouvement syndical, y compris CFDT. Le 25, c'est la manifestation historique de 50 000 personnes à Paris pour les droits des femmes. C'est le retour des luttes féministes autour du droit à l'avortement, alors que le mouvement féministe très éclaté et institutionnalisé avait été très affaibli dans les années 1980.

Des cheminotEs partent en grève reconductible à partir du vendredi. Bien que la grève passe le week-end, les doutes persistent sur les possibilités de sa poursuite mais son développement parait possible. D'autres secteurs entrent en lutte : RATP, La Poste, France Télécom, le secteur public… alors que dans le privé, le mouvement restera très faible.

Avec des secteurs en grève reconductible, les « temps forts » (les appels à manifestation) permettent à des salariéEs, du privé comme du public, de faire grève par intermittence, notamment pour participer aux manifestations. L'autre particularité réside dans la multiplication des manifestations en régions, même dans des petites villes, qui permettent de regrouper une grande diversité de salariéEs du public, du privé, de petites entreprises, parfois sur leur temps libre ou des congés. S'exprime ainsi le sentiment d'abandon, de désertification des territoires avec les fermetures d'usines, de services publics. Ce que l'on retrouvera dans les années suivantes.

Ce n'est pas seulement un mouvement de défense de régimes spéciaux et de la Sécu, ce sont bien des enjeux de société globaux qui émergent, contre le développement de la précarité, le refus d'imaginer un futur avec moins de social, moins de services publics. À l'appel des intellectuels en soutien à Notat qui « ose affronter les vrais problèmes », répond celui d'autres intellectuelEs, autour de Bourdieu, qui parle « d'enjeu de civilisation ».

Les gares et d'autres lieux deviennent des lieux de rencontre dans un pays bloqué faute de transports. Beaucoup de gens marchent, font du stop, mais sans hostilité ni sentiment de « prise d'otage », signes du basculement au côté des grévistes avec des enjeux de société qui ont largement

transpiré, au-delà de l'appel des intellectuelEs.

Dans le privé, ce sont les syndicalistes qui font grève, voire prennent des heures de délégation pour participer au mouvement. La dimension de grève par procuration comme forme de soutien s'est imposée face aux problèmes d'argent, de peur de la répression.

Mais c'est aussi parce que l'idée de la grève générale est perdue, Mai 68 est déjà loin. Les salariéEs ne l'ont plus dans leur imaginaire et le syndicalisme ne porte pas majoritairement cette stratégie. Nous n'avons pas entretenu collectivement l'idée que la grève générale pouvait être un outil décisif pour bloquer l'économie et établir un rapport de forces pour faire avancer les choses.

Un sentiment de victoire

La réforme des retraites des régimes spéciaux a été retirée, mais rien n'est gagné dans les autres secteurs. Il y a eu des débats sur le fait d'avancer d'autres revendications, par secteur, mais ce n'était pas ce qui mobilisait forcément celles et ceux qui ont participé au mouvement. Cependant, quand on a repris le travail, malgré le retrait des jours de grève, personne ne regrettait d'avoir fait grève, avec l'idée « On a vécu ensemble un super moment ». Le bilan d'un mouvement social n'est pas seulement ce qu'on a concrètement gagné sur les revendications.

Dans les suites de ce mouvement, de nouvelles fractures apparaissent dans la CFDT, qui va poursuivre son évolution dans le syndicalisme d'accompagnement avec une mise au pas de l'appareil.

Les discussions s'ouvrent parmi les forces syndicales impliquées dans le mouvement sur l'existence de deux camps dans le syndicalisme : de transformation sociale et de luttes ou d'accompagnement. La CGT préfère développer sa stratégie du « syndicalisme rassemblé », une stratégie qui n'a pas fonctionné, si on regarde le paysage syndical depuis… Au lendemain de décembre 1995, l'idée était celle de construire un pôle commun FSU-CGT-Solidaires, pas une fusion organisationnelle puisque nous étions ensemble dans la rue contre le Plan Juppé. Il y a eu pendant quelques mois des débats dans le cadre des État généraux du mouvement social (initiés autour de l'appel Bourdieu), avec un travail sur les alternatives possibles. Mais ce travail, souhaité notamment par Solidaires, s'est heurté aux réticences de la CGT qui ne voulait pas un cadre permanent d'initiatives avec Solidaires et la FSU.

L'après-95 a vu l'émergence de mouvements portés par les organisations de « sans » : Marches européennes contre le chômage, occupations de logement avec le DAL, occupation de la rue du Dragon avec Droits Devant, luttes de sans-papiers (l'occupation de l'église Saint-Bernard à Paris en 1997). Dans la foulée, naissance du mouvement altermondialiste à Seattle en 1999 et dans le monde entier avec une contestation du modèle néolibéral portée par une diversité de mouvements : paysanEs, migrantEs, syndicats, féministes avec la Marche mondiale des femmes, écologistes…

Vers le 5 décembre

Il est impossible de savoir ce qui fait qu'à un moment donné « ça va prendre ». Cela ne naît jamais d'un terrain vierge. Il peut y avoir de l'accumulation de colères sociales diverses. Il y a actuellement une généralisation des précarités. Un gouvernement qui attaque sur tous les fronts, un climat politique de régression forte, une montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires. La politique gouvernementale au service des puissants et des riches vise à casser tout ce qui reste de solidarité. Et une répression policière et judiciaire, présente depuis longtemps dans les quartiers

populaires, s’est généralisée avec Hollande, la loi travail et l’état d’urgence, et encore amplifiée sous Macron avec la répression sans précédent des Gilets jaunes.

Le gouvernement est malgré tout en difficulté. Il n’a pas réussi à déminer la colère malgré son discours sur une réforme des retraites présentée comme « juste » ; ses tentatives de division entre les « privilégiés » et les autres n’ont pas pris pour l’instant, chacunE voyant bien que c’est tout le monde qui va y perdre. Macron ne dispose pas pour l’instant d’une base politique forte pour porter sur le terrain ses projets.

Il y a beaucoup d’enjeux sociaux dans le débat public actuel : hôpital, éducation, politique sécuritaire, répression dans les quartiers, politique antimigrants. Une jeunesse, un corps enseignant très mobilisés face aux dernières réformes et dont le malaise s’est exprimé lors du suicide d’une - directrice d’école [à Pantin].

Et pour l’instant, il n’y pas d’organisation syndicale pour soutenir explicitement le gouvernement. Même la CFDT a un discours critique et la fédération CFDT cheminots appelle à la grève le 5 décembre… Bien sûr, cela peut changer et le gouvernement va sans doute essayer de se mettre dans la poche une partie du mouvement syndical. Mais ce n’est pas encore fait…

Le pouvoir a refusé tout dialogue social, même avec les organisations qui le demandaient fortement, car il ne veut négocier sur rien. Il va continuer à faire monter la communication médiatique sur les régimes spéciaux privilégiés, mais aussi les risques de violences, de blocage du pays…. Il lui faut enrayer une mobilisation sociale qui s’annonce importante.

Restent les enjeux d’après le 5 décembre : quels secteurs seront en reconductible et comment ne pas les laisser isolés ? Trouver, dans toutes les villes, des lieux pour se retrouver, discuter stratégie, initier des blocages aussi et mettre en œuvre des initiatives de solidarité . Il y a aussi la nécessité de mots d’ordre nationaux des organisations syndicales qui puissent rythmer rapidement la mobilisation et l’amplifier. Il nous faut aussi poursuivre la bataille idéologique pour montrer qu’il existe des solutions pour financer un système de retraite basé sur la répartition et la solidarité, qui améliore la situation actuelle des retraitéEs qui connaissent un blocage de leurs pensions, qui réduise les inégalités entre les femmes et les hommes dans ce domaine, et qui prennent en compte la pénibilité. Vouloir faire travailler les gens plus longtemps est injuste socialement et constitue une ineptie alors même qu’une personne sur deux à partir de 60 ans n’est plus en emploi ! Cela suppose d’augmenter la part des richesses produites au financement des retraites, puisque le nombre de retraitéEs continue d’augmenter : augmenter les salaires (et donc les cotisations sociales), faire cotiser les revenus financiers, augmenter l’emploi public…

Propos recueillis par Robert Pelletier

P.-S.

• Créé le Jeudi 5 décembre 2019, mise à jour Vendredi 6 décembre 2019, 11:53 : https://npa2009.org/idees/politique/novembre-decembre-1995-netait-pas-seulement-un-mouvement-de-defense-de-regimes